

EN SUPPLEMENT: TECHN

LA CITE

ARCHITECTURE

URBANISME

ART PUBLIC

**REVUE
MENSUELLE
D'INFORMATION
DE TECHNIQUE**

N° 8 - 1929 - PRIX : 4 FRS

LA CITE

REVUE; MENSUELLE BELGE
D'ARCHITECTURE, D'URBA-
NISME, ET D'ART PUBLIC

& TEKHNE

SUPPLÉMENT D'INFORMA-
TION ET DE TECHNIQUE

**Organe de la Société Belge des Urbanistes
et Architectes Modernistes (S. B. U. A. M.)**

SIÈGE DE LA REVUE : BRUXELLES, 10, PL. LOIX

DIRECTEUR-ADMINISTRATEUR : R. VERWILGHEN, ING. C. C.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION : ÉMILE HENVAUX

RÉDACTEURS : J. DE LIGNE, architecte, Bruxelles - J. J.

EGGERICKX, architecte, Bruxelles - M. HOSTE, architecte,

Bruges - L. VAN DER SWAELMEN, architecte-paysagiste-

urbaniste, Bruxelles. - J. M. VAN HARDEVELD, Amsterdam.

**Les Rédacteurs et Collaborateurs sont seuls responsables de
leurs articles. - Il sera rendu compte dans "LA CITÉ" de tout
ouvrage dont deux exemplaires seront envoyés à la revue.**

**ABONNEMENTS : Belgique : 35 francs. Etranger :
50 francs ou 10 belgas. - Le numéro : 4 francs.**

Compte Chèques Postaux revue "LA CITÉ" N° 166.21.

Pour la vente au numéro, s'adresser exclusivement aux librairies

Dépôt principal : Librairie LAMERTIN, Coudenberg, 58-62, Bruxelles.

TEKHNE

SUPPLÉMENT MENSUEL D'INFORMATION & DE TECHNIQUE

DEUXIÈME ANNÉE (NOUVELLE SÉRIE) - 1929. - NUMÉRO 8

SALLES DE CINEMA

La salle de cinéma peut-elle être améliorée, et offrira-t-elle un jour, à la projection des films, une réelle perfection de visibilité? — Sous le titre « Vers un temple de la vision », M. R. Charpentier, licencié ès sciences, étudie, dans « Monde », le problème sous un aspect qui nous paraît nouveau : —

« Le cinéma n'est pas dans ses meubles.

Il n'y a pas à proprement parler de salles de cinéma.

Sous prétexte qu'il n'y a qu'à amener une lanterne à projection et un écran, on a installé le cinéma n'importe où : dans des salles de café, de concert ou de théâtre.

Dans un article sur « la Vision et la construction des salles de cinéma » où l'auteur s'attache à l'importance des éclairages pour le meilleur rendement visuel, il fait la très juste remarque suivante : « Quelque parfaite que puissent être l'exécution technique d'un film et son teintage, ce film ne peut pas produire son plein effet si la projection en est faite dans un milieu non approprié » (1).

Rien n'accorde une visibilité aussi déficiente qu'une salle de théâtre avec ses galeries et ses vues de côté. De même que pour les salles de musique on recherche de bon-

nes conditions acoustiques, pour une salle de cinéma, il faut rechercher de bonnes conditions optiques.

Les salles actuelles, rectangulaires, à galeries parallèles à l'écran constituent déjà un progrès. Mais il manque quelque chose. Sur un mur carré, l'œil voit un carré blanc. Impression rétinienne carrée et brutale. La rétine n'est pas disposée physiologiquement pour apprécier cette disposition. Ainsi la projection actuelle n'est pas adaptée à la vision. La rétine n'est pas suffisamment impressionnée. Le spectateur n'en a pas « plein la vue ».

Il semble que l'organe (écran) doive s'adapter à la fonction (vision).

Et c'est peut-être par cette parfaite adaptation que l'image accaparera toute l'attention cérébrale et pourra se passer d'un art ici accessoire : la Musique. J'ai longtemps rêvé de l'avènement du silence dont parle Léon Moussinac, un des premiers cinéastes de ce temps dans ses articles et ses livres (Etat civil du cinéma. Naissance du cinéma). Peut-être l'avènement du silence sera-t-il favorisé par une architecture de la salle de cinéma.

Un écran carré avec des dessins (si beaux soient-ils) projetés dessus, c'est un tableau de chevalet. Il faut tendre à la fresque — dépasser la fresque murale (plans à décorer)

(1) « Le Photographe », n° 158, 20 novembre, N. C. D. Hickman.

— tendre vers la fresque optique (rétine à occuper tout entière, champ visuel à décorer). Par quel moyen?

Robert-Mallet Stevens, répondant à l'enquête des « Cahiers du Mois » (n° 16-17, 1925) faisait remarquer que « le format d'une pellicule n'est pas le champ visuel dans la nature ».

Toute la question est là, ramener le format de la pellicule ou plutôt de l'écran à celui du champ visuel. Portons ce problème dans le domaine de la technique.

Nous avons conçu une salle de cinéma théorique, qui aurait pour caractéristiques : un écran en forme de « champ visuel » (au lieu d'être rectangulaire), enchassé en quelque sorte à une extrémité d'une salle dont la surface intérieure épouse la forme d'un paraboloïde : sorte de cône creux, aplati et allant s'amincissant vers l'écran.

Les quelques détails suivants feront mieux comprendre notre idée.

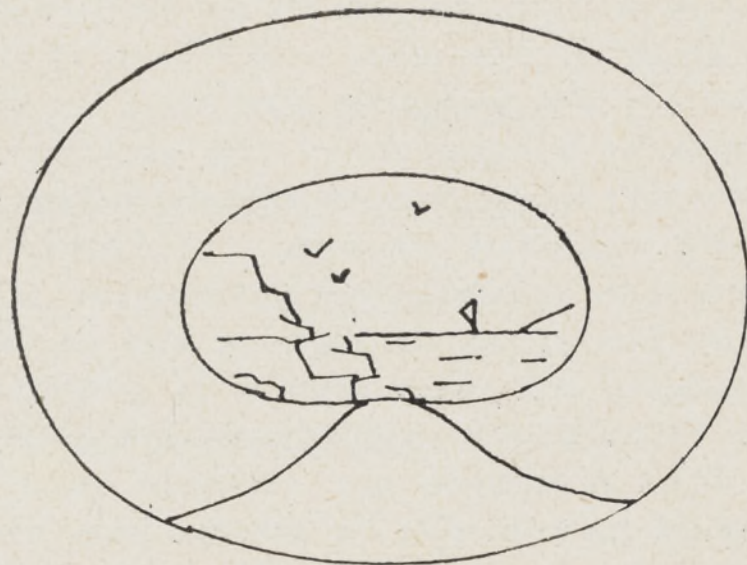
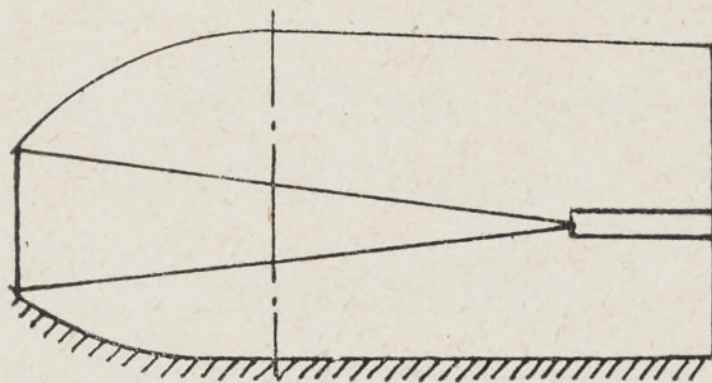
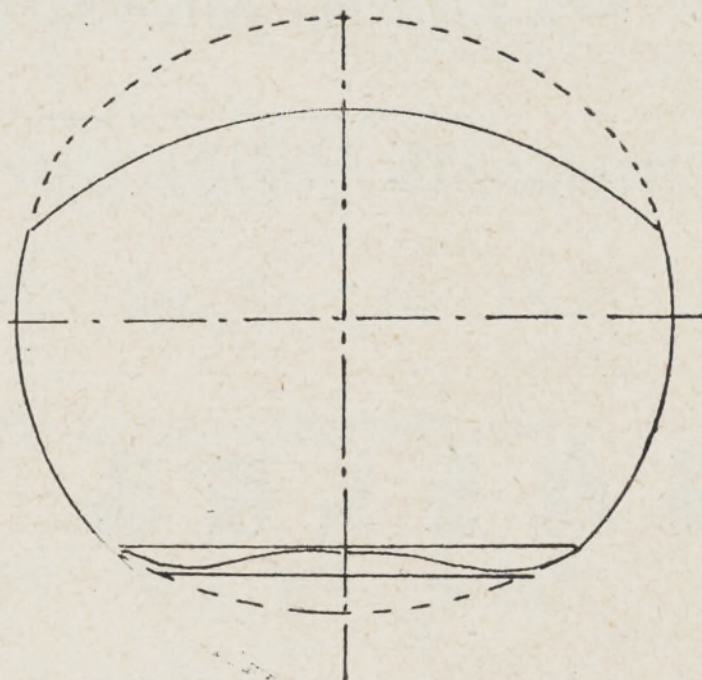
L'écran doit être établi en forme de champ visuel : cette forme peut se rapprocher de l'ellipse à grand axe horizontal. Les dimensions réelles données à l'écran sont telles qu'il peut s'inscrire dans le rectangle actuellement employé. Pour projeter une image dont la forme corresponde à celle de l'écran qui la reçoit, il suffit de placer au voisinage de l'objectif un diaphragme constitué par une ouverture à contour semblable à celui de l'écran. Ce diaphragme pourrait être supprimé en donnant à la fenêtre déjà existante devant la pellicule une forme convenable.

La salle peut se diviser en deux parties : côté spectateurs et côté écran. Du côté spectateurs, la salle est étroite pour que les personnes placées au centre ou sur les côtés conservent sensiblement le même axe de vision; elle est longue et haute afin de contenir beaucoup de monde. Dans cette portion elle peut avoir une section quadrangulaire.

Du côté écran, la salle a une section elliptique (ellipse à grand axe horizontal). La forme générale est celle d'un paraboloïde dont l'écran occuperait la région du foyer. La salle va se rétrécissant jusque vers l'écran.

Dans ces conditions, la section du cône

Les schémas ci-dessous expliquent les suggestions de M. Charpentier, relatives à l'appropriation de l'écran à l'optique.



Ces trois clichés sont exécutés d'après les illustrations de l'article de M. Charpentier, parues dans « Monde » (Paris, 8-9-28).

visuel du spectateur, au lieu d'être quelconque, rectangulaire par exemple, sera voisine du champ visuel physiologique.

Sur cette coupe se projette un rétrécissement progressif du champ visuel (le regard glissant sur la surface du paraboloïde) aboutissant à une surface homologue du champ visuel : l'écran. L'ensemble forme une image se rapprochant le plus possible de celles que la rétine a l'habitude d'enregistrer.

La disposition de la salle se prêterait en outre à la possibilité d'employer des éclairages, seuls ou surajoutés à la projection cinématographique, sur le paraboloïde jouant alors le rôle de miroir ou de réflecteur, surtout, si à partir d'une certaine distance de l'écran, celui-ci est formé ou enduit d'une matière vitreuse et réfléchissante. On pourrait ainsi réaliser des projections dont les bords recevraient un supplément de luminosité ou d'obscurité.

De plus, une grande surface pourrait être réservée pour la décoration picturale.

Pour ce qui est plus spécialement de l'écran, on peut se rendre compte sur des photographies (en appliquant un cache de la forme proposée) d'un effet important, d'une modification plus considérable qu'on ne le croirait :

Sur les quatre coins qui disparaissent (ces quatre angles lumineux si agaçants à la projection) ;

Sur les objets de premier plan (perspectives de carrelages ou de parquets) et surtout sur les plans latéraux où les objets n'ont plus l'air d'être découpés comme par un gigantesque microtome.

Il y a en quelque sorte une autre harmonie des lignes et des masses que celle que nous a appris à voir l'écran carré. »

Il serait intéressant de connaître en outre les avis, relatifs à cette suggestion, des cinéastes eux-mêmes. Ce pourrait être le sujet d'une nouvelle enquête.

E X P O S I T I O N S

EXPOSITION DU WERKBUND « FILM ET FOTO », Stuttgart 1929. — Nous venons de recevoir la note suivante concernant les directives de l'exposition internationale de Stuttgart : —

« Bureau des affaires : Tagblatt-Turmhaus, 12. Stuttgart.

L'entreprise qui a lieu à Stuttgart ce printemps 1929, embrasse deux domaines reliés entre eux intérieurement, dont l'un la photographie, sous forme d'exposition, l'autre le Film, sous forme de présentation spéciale de Film, vont être traités. Ce sera le premier arrangement international réunissant ces deux genres.

Les points de vue sur lesquels est fondé notre programme sont ceux-ci :

La nouvelle image.

Non seulement nous nous voyons entourés d'autres choses qu'autrefois, mais aussi

nous percevons ces choses d'une façon bien différente — intérieurement et extérieurement — non pas d'une façon « pittoresque » dans le sens d'une époque artistique passée et déjà loin de nous, non plus d'une manière romantique ni impressionniste. Le développement a poussé plus loin et c'est d'un tout autre point de vue que la nouvelle ère considère ce qui l'entoure. Il en est de même de l'œil du Film ou de l'appareil foto : l'objectif, l'œil incorruptible le plus rigoureux. Il montre clairement d'une façon précise et nettement point. — Il est sobre, sans sentimentalité et sans aucune romantique et il a le tempo du temps : 1/1000 secondes et davantage. Par cet œil les choses sont arrachées de leur courant et fixées sur la plaque en leur vie de choses, en leur tension, actualité, apparence et comme effet de leur image. La manière dont elles sont prises, interprétées par les moyens de la photographie,

voilà l'essentiel et ce qui est décisif pour « Film et Foto ». Donc pas d'ennuyeuses et simples reproductions, mais la plus puissante création.

Ces points de vue ne sont pas construits spontanément et d'une façon théorique, non ils fixent la nouvelle manière de nous poser vis-à-vis de la présentation des objets et notre perception de ces choses, de ce qui nous entoure, ce dont attestent les meilleurs travaux photographiques des dix dernières années. Ce sont ces œuvres-là de l'étranger et du pays, qui seront montrées en première ligne à notre exposition.

Le domaine de la photographie n'est point épuisé avec cela : en plus de la nouvelle image reproduite en passant par l'objectif il existe encore plusieurs autres possibilités de former une image à l'aide de moyens photographiques, par exemple :

La copie l'une sur l'autre de plusieurs épreuves. Par cela résultent de nouvelles créations invraisemblables et cependant vivantes selon d'étranges lois.

Fotogramme.

Des objets de n'importe quelle espèce sont placés sur du papier sensible à la lumière et en les exposant intensivement au jour, ces objets s'y trouvent copiés. De la manière dont on groupe les objets sur le papier et de la manière de diriger la lumière (intensité, l'angle de la lumière tombante, etc.), se produisent des formes voulues, des textures claires et sombres d'un vif effet.

Fotomontage.

On découpe plusieurs parties d'une certaine quantité de photographies et de ces parties on forme une nouvelle image (collage).

Foto-Typographie.

L'utilisation de la photographie unie à la typographie pour la reliure des livres, placards, annonces, catalogues industriels et autres imprimés d'art.

De ce domaine on formera et réunira les ouvrages pour l'exposition Foto qui aura lieu dans les salles d'exposition de la ville. Elle assemblera tout le matériel internatio-

nal et outre l'Allemagne, la Suisse, la Hollande, la Russie, l'Amérique, l'Angleterre, la Tchéco-Slovaquie et d'autres nations ont déjà annoncé leur participation à l'exposition.

Des représentations spéciales de Film se rattachant à l'exposition de Foto auront lieu durant quatorze jours variant journellement leur programme. On a en vue, pour ces représentations, les meilleurs films de l'Allemagne, de l'Amérique, de la Russie et de la France. On y fera de nouveaux essais de films artistiques-films abstraits, film et musique, etc.

La plupart des gens ne se rendent pas compte du rôle important que joue le film et la foto dans la vie de l'homme moderne et des effets prodigieux qu'ils produisent.

La statistique qu'il y a moyen de prendre sur l'augmentation annuelle des productions de film et de la fréquentation du cinéma se trouve, vis-à-vis de la statistique impossible à fixer sur l'accablant envahissement de la photographie dans notre vie, sur le chemin du fotoreportage, des magazines illustrés, des journaux et des imprimés industriels.

N'est-il point temps de se faire un aperçu sur ce domaine qui, journellement, augmente d'importance, de tâter les possibilités de ses effets et résultats artistiques et vivants à l'aide des meilleures productions? de montrer précisément les nouveaux moyens que quelques-uns, pionniers dans cet art, ont employés et la route qu'ils ont suivie?

Certainement c'est une tâche qui en vaut la peine et si un domaine, une branche de notre vie culturelle est assez mûre pour former un tel tout c'est bien le domaine de « Film et Foto ».

TROIS PLANS

**TECHNIQUE
ESTHÉTIQUE
CULTUREL**

**pour lesquels LA CITÉ vous
documentera de façon complète.
Encouragez cet effort.
Abonnez-vous à LA CITÉ.**

T E K H N É

Plaques et Carreaux

FIBRO-PLÂTRE

MARQUE DÉPOSÉE

Béton Calorifuge

VULCANIT

MARQUE DÉPOSÉE

Briques et Carreaux en Béton

SCORIT

MARQUE DÉPOSÉE.

C. & S. Cantilana

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

***29, Rue de France
BRUXELLES-MIDI***



EMBARRASSÉ...

Pourquoi seriez-vous embarrassé pour calculer : fondations, planchers, charpentes, ponts, etc... puisque le B. E. I. COURTOY peut vous établir rapidement tous : calculs, projets, métrés plans, pour vos travaux en CONSTRUCTIONS CIVILES, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ.

Réclamez-lui aujourd'hui même, sans frais ni engagement pour vous sa notice documentaire

n° 39



BUREAU D'ÉTUDES INDUSTRIELLES F. COURTOY
43, RUE DES COLONIES BRUXELLES

MATERIAUX NOUVEAUX

LE RÔLE DU CELOTEX DANS LA CONSTRUCTION MODERNE.

Il y a peu d'années, on s'en tenait encore, dans l'art de la construction, presque exclusivement aux errements du passé. C'est à peine si les ressources de la technique en résistance des matériaux et en statigraphique pouvaient être utilisées par les architectes, et il y avait à cela une raison assez singulière. Si l'on n'avait eu en vue que la solidité des immeubles on aurait pu dans bien des cas, diminuer les épaisseurs que l'on donne couramment aux murs et aux plafonds. Mais il fallait, en même temps, assurer à l'intérieur un chauffage suffisant et faire en sorte que la chaleur fournie par les foyers ne se perdît pas trop rapidement à travers les maçonneries. Ce problème, les anciens l'avaient résolu en augmentant simplement la masse de celles-ci, et l'on n'avait guère cherché d'autres solutions.

Par la force des choses, les exigences de l'urbanisme et les conditions économiques de plus en plus dures ont changé tout cela. On ne peut plus songer aujourd'hui à résoudre la question du chauffage des habitations par la multiplication des feux jointe au principe des fortes épaisseurs de murs. Il a donc fallu l'envisager d'une manière plus scientifique et demander à la nature l'exemple d'un remède. Or, rien n'est plus universel que le mode de protection dont les êtres vivants (à l'exception de l'homme) sont pourvus contre le froid ou inversement contre la chaleur : dans tous les cas où ils n'ont pas changé d'habitat, leur écorce, leur peau, leur fourrure, etc., sont des isolants. Ce sont des matières qui conduisent mal la chaleur, qui font obstacle à son passage et qui la conservent à l'intérieur du corps dans les pays froids, tandis qu'elles l'empêchent d'y pénétrer, dans les pays chauds. C'est ce principe de l'isolement que l'on a finalement appliqué dans le bâtiment.

Étant donnée la faible conductibilité des fluides, on a d'abord imaginé les parois

doubles avec interposition du matelas d'air ; mais ceux-ci ne pouvaient donner les résultats qu'on en attendait, parce que leur résistance **théorique au passage** de la chaleur était **considérablement réduite** par des mouvements thermiques dans leur masse. On a donc été **amené à introduire**, dans la structure classique des murs, des plafonds et des toits, des substances mauvaises conductrices, faciles à appliquer, d'une durée illimitée, d'un aspect agréable, ne nécessitant pas de revêtement ultérieur, pouvant se ranger, par conséquent, parmi les matériaux de construction.

Le Celotex est une de ces substances. Il se présente en grandes feuilles de 11 millimètres d'épaisseur, de 91 ou 122 centimètres de largeur et de longueurs diverses allant de 244 à 427 centimètres. Son poids est d'environ 3 kilogrammes par mètre carré. On le cloue. De plus, il adhère solidement au plâtre et au béton. C'est dire que sa pose est extrêmement facile, d'autant plus qu'on peut le scier comme du bois et le cintrer. Son aspect agréable permet de l'employer tel quel pour la décoration ; mais il peut être peint à l'huile, à la détrempe, enduit de plâtre ou de tout autre enduit. Du reste, il résiste aux intempéries, de sorte qu'on l'utilise sans inconvénient pour les travaux extérieurs. On devine qu'avec de telles qualités il se plie à toutes les exigences de la construction, sans compter que, débité en grandes surfaces, il est d'une rigidité longitudinale bien supérieure à celle des parois de planches par exemple.

La résistance du Celotex au passage de la chaleur est si élevée qu'elle en fait un isolant presque parfait. Toutes épaisseurs égales, elle vaut trois fois et demi celle du bois, sept fois celle du plâtre, seize fois celle de la brique, vingt-cinq fois celle du béton et quarante-cinq fois celle de la pierre. Son principe est très simple ; il se base sur la faible conductibilité de l'air réduit à l'immobilité. En effet, le Celotex se compose de

fibres de canne à sucre enchevêtrées et agglomérées sans agglutinant par un procédé continu de feutrage. Il renferme, aussi bien dans les fibres elles-mêmes que dans leurs interstices, des myriades de cellules infinitésimales, parfaitement séparées les unes des autres, dans lesquelles l'air n'est plus susceptible d'aucun mouvement et déploie, par conséquent, sa puissance isolante maxima. De fait, le coefficient de conductibilité du Celotex ne dépasse pas 0,0409 calorie, c'est-à-dire que, pour une différence de température de 1° centigrade entre ses deux faces, il ne laisse passer en une heure et par mètre carré qu'une quantité de chaleur à peine capable d'élever de 1° la température d'un demi-millimètre d'eau. En tenant compte des résistances superficielles, le coefficient pratique du Celotex est de 0,0311.

On devine l'importante économie de combustible qu'une telle substance peut faire réaliser quand elle est employée dans une habitation. Ce sont des tonnes de charbon dont elle empêche le gaspillage pendant chaque saison d'hiver. Du reste, son action ne se termine pas avec les froids, car elle joue, l'été, un rôle inverse en opposant à la chaleur extérieure un obstacle efficace et contribue ainsi à entretenir, dans les pièces habitées, une agréable fraîcheur.

D'autre part, le Celotex a son emploi tout indiqué dans les bâtiments industriels. Non seulement, il convient merveilleusement pour l'isolement indispensable des installations frigorifiques, mais il réussit, dans les ateliers où se dégage une humidité abondante, à annihiler les effets si préjudiciables de la condensation.

Partout où la chaleur doit être conservée, partout aussi où il est nécessaire d'empêcher celle-ci de pénétrer, le Celotex est de nature à donner toute satisfaction sans qu'il soit nécessaire pour cela, de modifier sensiblement les procédés habituels de construction. Il s'impose dans les habitations, les usines, les administrations, les salles de spectacle, les bâtiments agricoles et commerciaux, les garages etc., où dans bien des cas, il remplace d'autres matériaux et assure, en tout état de cause, un haut rendement.

Il est à noter, au surplus, que, étant donnée sa structure homogène et invariable, son pouvoir isolant est un facteur bien défini qui fait l'objet de calculs techniques. Son emploi n'a donc rien d'empirique et donne rigoureusement les résultats attendus. Des essais officiels ont permis de déterminer les constantes nécessaires.

Ajoutons que les cellules d'air « mort » qu'il contient confèrent au Celotex une deuxième qualité non moins précieuse que sa résistance à la chaleur : celle d'amortir les bruits qui rendent si désagréable le séjour dans les locaux à grande capacité. Les essais effectués au sujet des cloisons de Celotex démontrent que celles-ci empêchent le son de se propager d'une pièce à l'autre, beaucoup mieux que toutes les cloisons légères connues. Sous les tapis et les linoléums, dont il augmente en outre la durée, il rend la marche silencieuse et supprime la fatigue résultant d'un sol dur. En réalité, son pouvoir absorbant vaut six fois celui du plâtre et dix fois celui du béton, ce qui montre son utilité incontestable dans les hôtels, les écoles, les immeubles modernes à appartements multiples.

Tant d'avantages pratiques donnent au Celotex une place privilégiée parmi les matériaux de construction, d'autant plus qu'il s'adapte avec la plus grande facilité à toutes les circonstances.

(Communiqué par le Bureau d'étude « Celotex ».)

S. B. U. A. M.

Ci-dessous le texte de la lettre de protestation envoyée le 10 décembre dernier par la « Société Belge des Urbanistes et Architectes Modernistes » au Ministre des Travaux Publics, et se rapportant à l'importante question des abords du Palais de Justice :

« Monsieur le Ministre,

» Nous avons le regret de vous informer que c'est avec la plus vive stupéfaction que notre Société a appris la construction imminente d'un immeuble de rapport à la place

Poelaert, alors que l'indispensable plan d'urbanisation des abords du Palais de Justice reste encore à créer.

» Grâce à l'intervention de notre Société et de la Société Centrale d'Architecture de Belgique, vous avez bien voulu reconnaître en 1926 la nécessité d'ouvrir un concours public relatif à cette question d'intérêt majeur.

» Si, comme il fallait s'y attendre, ce concours n'a pas donné au premier coup la solution cherchée, il a cependant fait naître une série d'idées et de projets du plus haut intérêt dont il y aurait lieu de s'inspirer pour dresser un plan définitif.

» Un problème de cette envergure et de cette importance ne peut et ne doit pas se résoudre à la hâte. Il doit être l'objet d'études consciencieuses et systématiques par des compétences choisies n'ayant, tout d'abord, comme seul objectif, que d'arriver à la solution la meilleure en dehors de toute préoccupation d'ordre pratique ou budgétaire. Ce résultat obtenu, on peut, s'il est nécessaire, revenir en arrière, amender, restreindre en tenant compte des possibilités de tout ordre, pour arriver à déterminer le programme minimum exigible qui pourra n'être réalisé que par étapes, mais dont, à aucun prix, l'on ne pourra s'écarter. Cette base préalable est indispensable si l'on veut éviter les erreurs et ne pas compromettre l'avenir.

» En vain pourrait-on invoquer les plans de Poelaert, Balat et Acker qui ont eu l'agrément des Pouvoirs publics. Leur ancienneté les condamne à priori car leurs auteurs n'ont pu prévoir le bouleversement apporté dans la vie des villes par les progrès récents de notre civilisation et, s'ils ont pu envisager le côté esthétique de la question, il leur a été impossible de satisfaire aux exigences fonctionnelles devenues, subitement, d'une importance infiniment plus troublante.

» Le problème qui se pose n'est plus uniquement celui des abords immédiats du Palais de Justice : il s'amplifie chaque jour davantage et demande des études approfondies.

» Va-t-on le négliger parce qu'un concours n'a pu le résoudre du premier coup?

» Va-t-on continuer de compromettre l'avenir en procédant sans directives et par bribes et morceaux?

» Va-t-on abandonner à la spéculation le sort du problème d'urbanisation le plus important qui se pose pour l'agglomération bruxelloise?

» Nous eussions désiré, Monsieur le Ministre, n'avoir à soulever aujourd'hui que la question d'ensemble et de principe. Mais nos convictions nous obligent à protester également contre le caractère architectural de la façade (« imposée », paraît-il), dont l'anachronisme constitue une véritable insulte à notre temps et au monument de Poelaert.

» On peut discuter l'architecture du Palais de Justice, mais on ne dira jamais qu'elle n'est pas le reflet exact de son époque. Cela seul suffit à lui donner le caractère passionné qui lui garantit l'admiration des générations futures.

» Il est intolérable que l'on bâtisse à sa face un monument dont le style académique est en opposition formelle avec l'esprit vivant et novateur de notre siècle.

» Il est intolérable qu'on renouvelle, à son sujet, l'erreur impardonnable de la Grande Boucherie.

» Il est intolérable que les Pouvoirs Publics, parfois si judicieusement encourageants pour l'expression moderne dans les arts reproducteurs, tolèrent et exigent que l'architecture de nos monuments et les pierres dans lesquelles s'incruste l'histoire de nos cités, soient pastiches et mensongères.

» Dans l'intérêt du pays nous vous prions, Monsieur le Ministre, de vouloir faire en sorte que l'étude de l'urbanisation des abords du Palais de Justice soit reprise sans retard dans tout son ensemble, de façon systématique et rationnelle et par des compétences avérées.

» Confiants dans votre bienveillant appui, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de recevoir l'expression de nos sentiments respectueux. »

Le Président,

Le Secrétaire,

LACITE

ARCHITECTURE ■ URBANISME ■ ART PUBLIC

ANNÉE 1929

VOLUME VII

NUMÉRO 8

RAPHAEL VERWILGHEN

URBANISTE

AU CONGO

Il y aurait-il donc quelque chose de changé en Belgique? Voire..., disait Panurge.

On sait que le Kivu est à l'ordre du jour. Or, notre très aimé Directeur est parti depuis peu pour cette région enchantée de la colonie, chargé d'une mission urbanistique des plus intéressantes. Ce premier séjour l'y retiendra plusieurs mois.

Nous croyons ne trahir personne en disant que c'est bien la première fois qu'au cours d'un demi siècle de " colonisation ", on commence " par le commencement " en matière d'urbanisation, de " planning " au Congo.

J'ai eu le privilège, d'être à différentes reprises depuis la guerre, chargé par le Président de l'Université Harvard à Boston, la principale Université des Etats-Unis, de " piloter " à Bruxelles et en Belgique de nombreux " boursiers " diplômés de cette gigantesque Institution et de les munir d'un itinéraire " d'homme de métier " pour leur " tour " urbanistique à travers l'Europe.

Après leur avoir fait parcourir notamment le grandiose " parkway " bruxellois dont nous devons à Léopold II la conception magistrale, et qui, de l'avenue

Louise et du Bois de la Cambre relie les deux extrémités de la Forêt de Soignes par le Boulevard du Souverain, son chapelet de parcs publics et d'étangs, le Parc de Woluwé et l'avenue de Tervueren enfin, pour aboutir au parc de Tervueren lui-même, nous avons coutume, pour terminer, de visiter notre admirable musée colonial de Tervueren.

Je me souviendrai toujours de l'étonnement de ces Américains, et en particulier de " la tête " que fit à l'occasion de cette visite l'éminent city-planner Clarence J. Stein, aujourd'hui devenu l'urbaniste en chef de l'Etat de New-York, devant les maquettes de nos " établissements de blancs ", pompeusement qualifiés du titre de grandes villes : " camps de concentration " jugeaient impertubablement ces hommes éclairés.

Erreurs inséparables de l'improvisation des " temps héroïques " de la colonisation, dira-t-on sans doute pour se justifier. Certes, mais une colonne d'exploration et surtout une colonne de " prospection ", ne devrait-elle pas toujours être suivie, voire immédiatement accompagnée, d'un état-major de spécialistes de l'aménagement et de l'urbanisation (" districting ", " national or regional Planning "), aidés d'une équipe de topographes très entraînés ? Car le mal irrévocable réside en ceci : d'un développement très relatif, il est vrai, jusqu'à présent, si on les compare à nos cités européennes, on peut dire que les agglomérations congolaises n'ont encore d'autre importance réelle en somme que la difficulté toujours croissante qu'il y aura à les déplacer ou à les transformer pour en faire quelque chose d'à peu près propre, en vue des siècles et des générations à venir. Si, bien entendu, l'on consent à se rendre compte dans les administrations et dans les entreprises belges au Congo que nous nous trouvons en plein Age moderne de l'Urbanisme dans le monde entier et que l'étude clinique de l'urbanisation a du nous apprendre :

— que le mécanisme en s'introduisant dans les agglomérations — la crise bat son plein depuis plus de trente ans déjà — fait éclater tous les " gabarits " périmés de nos villes, qui sont de la génération du moyen-âge ;

— que rien n'est pourtant plus persistant que l'agrégation " cellulaire " d'une cité : la survivance jusqu'à nos jours des linéaments du typique " camp romain " dans le tracé, primitivement ordonnateur, de nombre de villes des Gaules et même britanniques, est un témoin péremptoire de cette persistance. Phénomène naturel à l'agrégation en cité des abris humains et qui doit servir de leçon

à ceux, particuliers ou collectivités, qui assument à l'aveuglette la responsabilité de disposer de nouveaux " établissements " humains. Car les fautes primitives des " camps de concentration " au Congo demeurent indélébiles, et cela en pleine période d'urbanisme international, disons-le nous bien.

Dans tous les cas, jusqu'à présent, tous ceux que nous avons vu partir pour le Congo avec des conceptions de progrès en matière d'aménagement civique, en sont revenus amèrement déçus.

Espérons que l'Histoire nationale un jour pourra écrire : " Enfin Verwilghen vint... ".

C'est que d'abord notre ami est un urbaniste né, un homme très civilisé, très cultivé, un technicien de tout premier plan, un ingénieur fort capable et fort savant et l'un des premiers échantillons, encore rares chez nous, de cette génération, surgissant innombrable dans les autres pays, cette génération d'ingénieurs qui ne se croient pas nécessairement voués à détenir le monopole du laid.

Son expérience considérable, acquise au contact de la réalité, au Service de la Voirie communale du Département de l'Agriculture, avant la guerre, puis en sa qualité de Directeur de l'Office des Régions dévastées, après la guerre, s'ajoutant à son grand savoir technique, à sa sensibilité raffinée d'artiste et à sa haute intelligence lui confère une indiscutable autorité en matière d'urbanisme.

Ensuite il s'est trouvé, pour la première fois croyons-nous en ce qui concerne le Congo belge, un organisme qui a compris qu'il fallait " commencer par le commencement " et rompre avec la sotte formule d'aller toujours à ce qui paraît " le plus pressé ", ce qui équivaut en général à ne jamais voir plus loin que le bout de son nez.

Au contraire, pour ce qui est du Kivu, l'attrait tout spécial du climat idéal qui règne dans ce territoire, et les caractères géobotaniques et géozoologiques du pays qui le prédisposent à être à la fois la région climatique de cure par excellence pour les " fatigués " de la colonie et la zone de la grande villégiature et du grand tourisme pour les " puissants " internationaux de la chasse à la grosse bête, ont fait, semble-t-il, que l'attention se soit facilement portée sur l'intérêt qu'il y aurait à l'aménager avec plus de prévoyance.

Toujours est-il que le Comité national du Kivu (CNKI), lequel paraît s'intéresser au développement urbain du Kivu, développement qui résultera des circon-

stance naturelles privilégiées du territoire, a concédé à la SIMAK (Société immobilière au Kivu — en formation) 1,200 hectares en pleine propriété et 1,800 hectares à bail emphytéotique, à répartir entre les deux centres principaux : Uvira, centre commercial, point d'aboutissement de toutes les lignes de navigation sur le Tanganyika et porte d'entrée au Kivu, et Bukavu sur le lac Kivu lui-même, localité la plus importante et centre administratif.

Verwilghen est chargé en somme de faire ce que les Anglais appellent le "survey" des deux territoires à urbaniser. C'est par là qu'il faudrait toujours commencer si l'on voulait éviter aux générations suivantes le poids inutile et pernicieux des lourdes fautes de point de départ qui grèvent à jamais le développement des "établissements" créés au petit bonheur.

Prenant pour centre celui de chacune des deux localités ci-dessus désignées, distantes d'environ cent kilomètres et reliées déjà par une route pour automobiles, on a tracé sur une carte un demi-cercle s'appuyant à la rive du lac et situant schématiquement le rayon de la concession de Bukavu d'une part et de celle de Uvira d'autre part.

Il s'agit après étude des circonstances naturelles et repérage de la localisation des plus favorables d'entre elles pour l'aménagement des deux villes, de déterminer exactement et à due concurrence les limites définitives de la concession, pour en arriver par la suite à élaborer un plan d'aménagement général et des localisations fonctionnelles, apportant la solution, adéquate à l'endroit, de tous les problèmes de physiologie organique posés par l'aménagement de toutes les cités humaines, sous des aspects locaux évidemment différents, mais fondamentalement identiques pour le motif que les besoins fondamentaux de l'homme sont universellement pareils.

Dans l'attachante et prespicace relation de son voyage à travers le Congo, et que publie en ce moment Arthur Wauters, il dit à propos de Panda, qu'il compare à la vallée industrielle de Seraing ou d'Ougrée : " L'œil cherche désespérément un coin riant pour s'y délasser ".

Sous le prétexte sans doute que le Congo est immense on se dispense de songer à réserver a priori dans une ordonnance organique des sièges et agglomérations industriels, les "belts" agricoles et de verdure qui innerveraient si à propos, dans l'avenir, les régions industrialisées. Les maîtres d'entreprises coloniales dédaignent de prêter la moindre attention à ces préoccupations, à leurs yeux

sentimentales, et dans leur esprit inférieures. La prévision des bienfaits hygiéniques à résulter de semblables soucis, malgré la répercussion économique hautement favorable de ces bienfaits pour l'avenir, leur échappe. L'ère de l' "après nous la fin du monde " n'est point close, hélas ! Celle de la sagesse dans la mise en valeur n'est pas encore ouverte, où l'on ne méprisera point les valeurs humaines. Nous avons dit plus haut pour quels motifs au Kivu on semble avoir consenti à se rendre compte de ce que les prêcheurs de vérités humanitaires en matières d'urbanisation, loin d'être des rêveurs, sont les plus authentiques des réalistes.

Au nom de toute la Rédaction de LA CITÉ, nous souhaitons à notre cher Directeur un succès efficace dans sa mission, puis un retour en parfaite santé auprès des siens et parmi nous.

Prof. VAN DER SWAELMEN, I. S. A. D.
urbaniste S. B. U. A. M.

COMPOSITIONS TYPOGRAPHIQUES

La mise-en-page aisée, judicieuse et précise d'un texte imprimé — qu'il s'agisse d'affiches, de brochures, de tracts, et même de pages de revue ou de journal — a de singulières ressemblances avec la composition architecturale, si l'on y réfléchit bien, et — cela va de soi, — toutes proportions gardées. Ordonner une façade, en disposer clairement les éléments et les détails, exprimer sur une surface les nécessités dictées par un plan, voilà qui peut facilement mettre à même l'architecte de traiter en connaisseur les problèmes de composition graphique.

Nous devons toutefois citer cette singularité propre au travail d'impression : — c'est qu'il se présente simultanément "en plan" et "en élévation" — si l'on peut ainsi dire. Entendons par plan : le choix du texte, sa judicieuse distribution, et le détail des éléments qui le constituent ; par élévation : l'expression la plus favorable, plastiquement, donnée à l'ensemble établi suivant les nécessités du "plan".

Peut-être pourra-t-on dire, cependant, que la composition architecturale propre doit être, bien plus que la composition graphique, dépendante des exigences utilitaires, tandis que la mise-en-page d'une affiche, d'un texte

TROIS AFFICHES POUR DES SPECTACLES CINÉMATOGRAPHIQUES



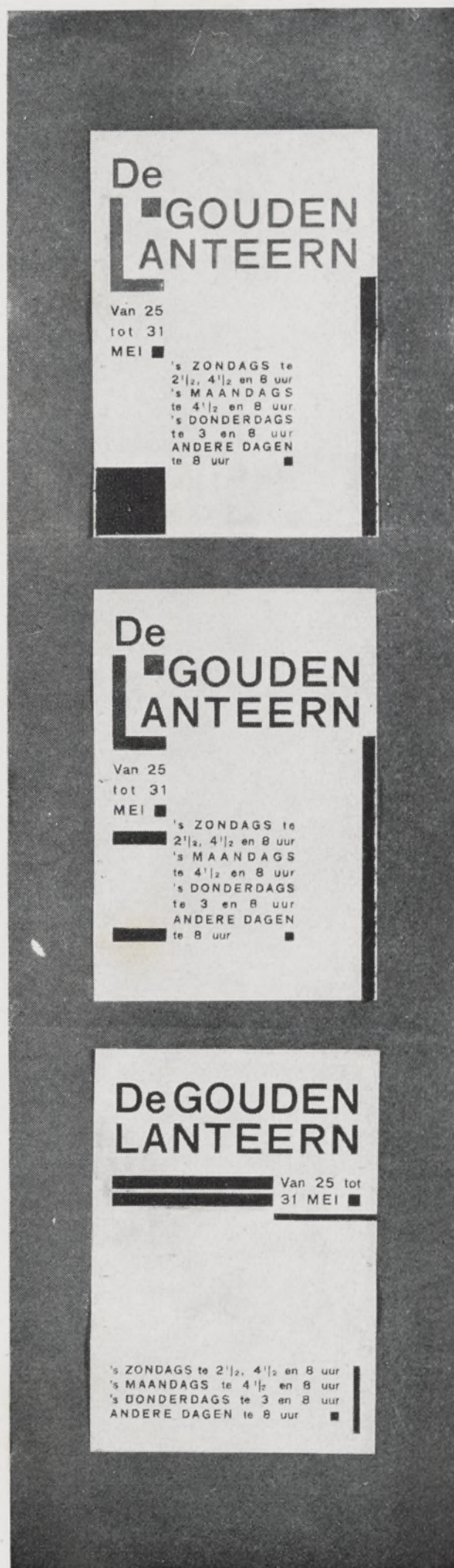
PAR L'ARCHITECTE R. ACKE

imprimé du domaine publicitaire, recherche naturellement une part d' "effet" (ceci est encore, si l'on y songe bien, une exigence utilitaire, mais qui ressort au domaine propre de la publicité).

A ces restrictions près, et — répétons-le — toutes proportions gardées, la parenté de ces deux genres de compositions est assez frappante. D'ailleurs plus d'un architecte a été tenté par la composition graphique, depuis Van de Velde, Behrens, et d'autres. Voici maintenant l'architecte Richard Acke, dont nous publions ci-contre quelques travaux originaux.

Personne n'a oublié l'heureuse réalisation que fut déjà, peu après la guerre, la salle si sympathique du cinéma "De Gouden Lanteern" à Courtrai. Précisément, c'est pour l'exploitation courante de ce cinéma que Richard Acke a composé la plupart de ses meilleurs ouvrages graphiques. Et l'on pourrait dire que ceux-ci ont pour mission de prolonger harmonieusement l'influence architecturale de la salle même.

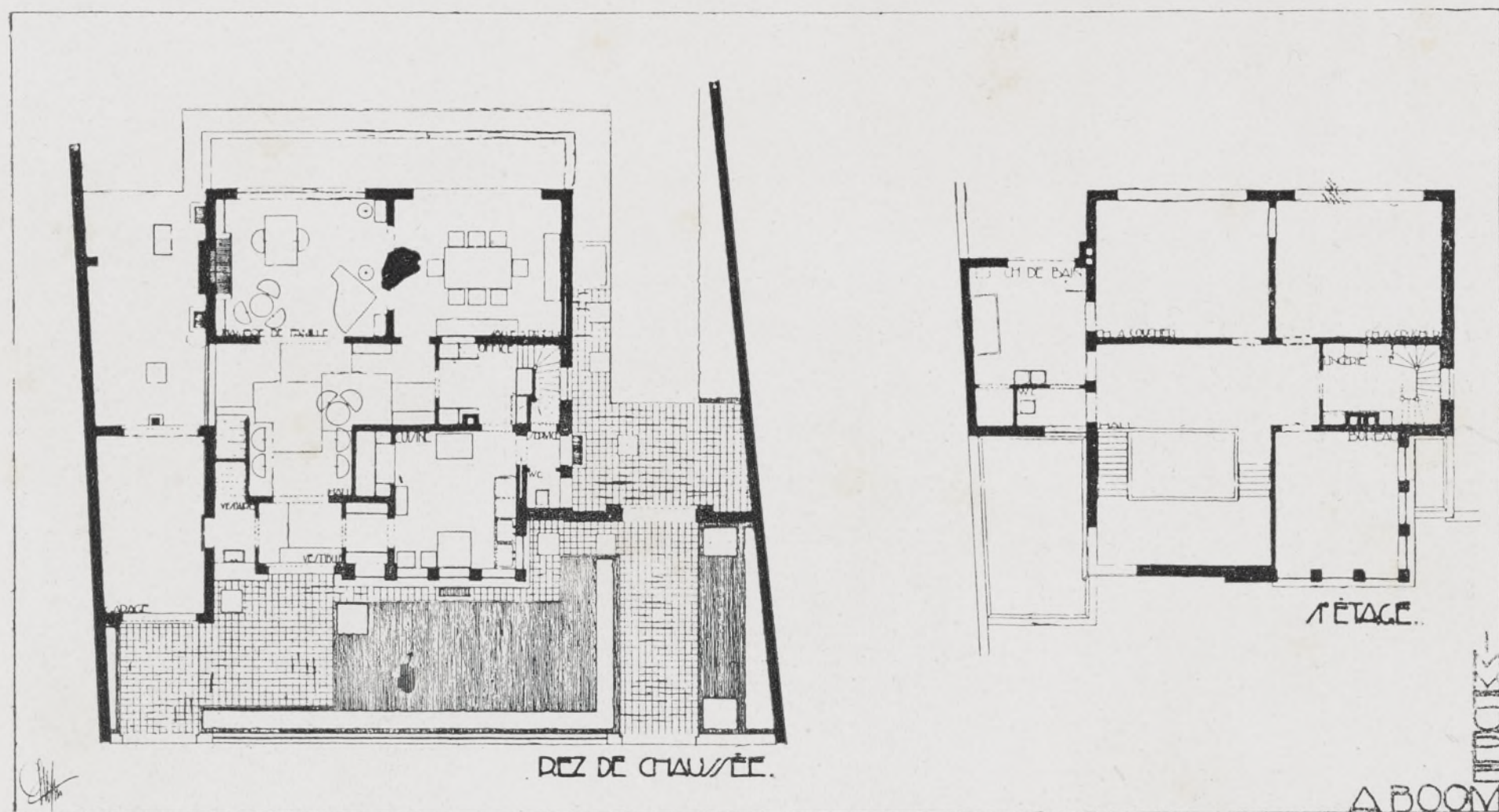
DES IMPRIMÉS POUR LE CINÉMA



L'ARCHITECTURE EN BELGIQUE

L'architecte anversois Léon Stynen, dont on a déjà pu admirer de remarquables travaux — et notamment plusieurs aménagements de magasins pour la firme Vander Elst — vient d'achever à Boom, la construction d'un immeuble à usage d'habitation.

Nous sommes heureux de pouvoir publier quelques aspects de cette réalisation, qui fait assurément le plus grand honneur à l'architecte, lequel vient ainsi d'ajouter au nombre déjà imposant de constructions d'esprit moderne que possède la banlieue anversoise, un immeuble caractéristique.

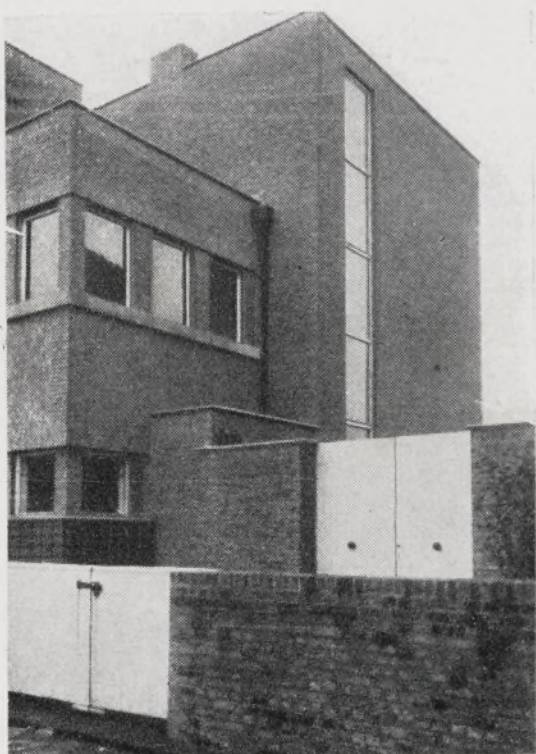
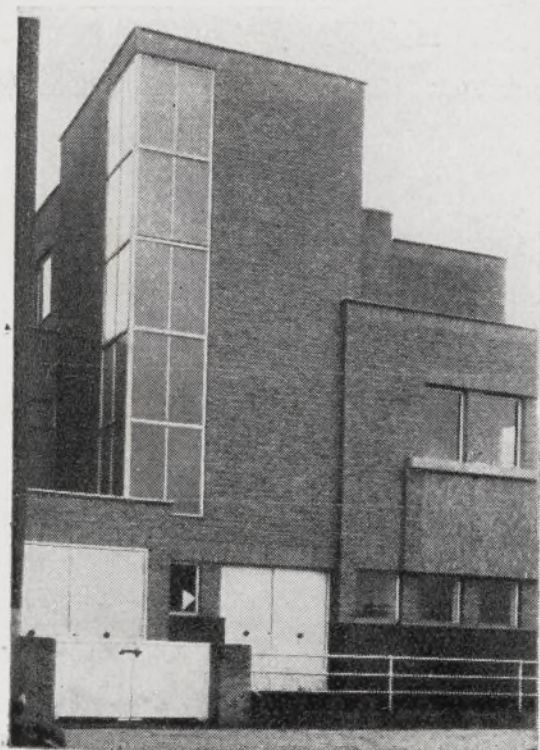


UN IMMEUBLE A BOOM (ANVERS)

Il est inutile sans doute que l'on souligne par des phrases ce qu'expriment mieux encore les quelques photographies présentées ci-après, l'attrait des volumes purs, le rapport équilibré de ceux-ci entre eux, et suivant les exigences du plan, et aussi cette simple et très pure façade sur jardin, qui peut compter comme une vraie et — dira-t-on — audacieuse réussite.

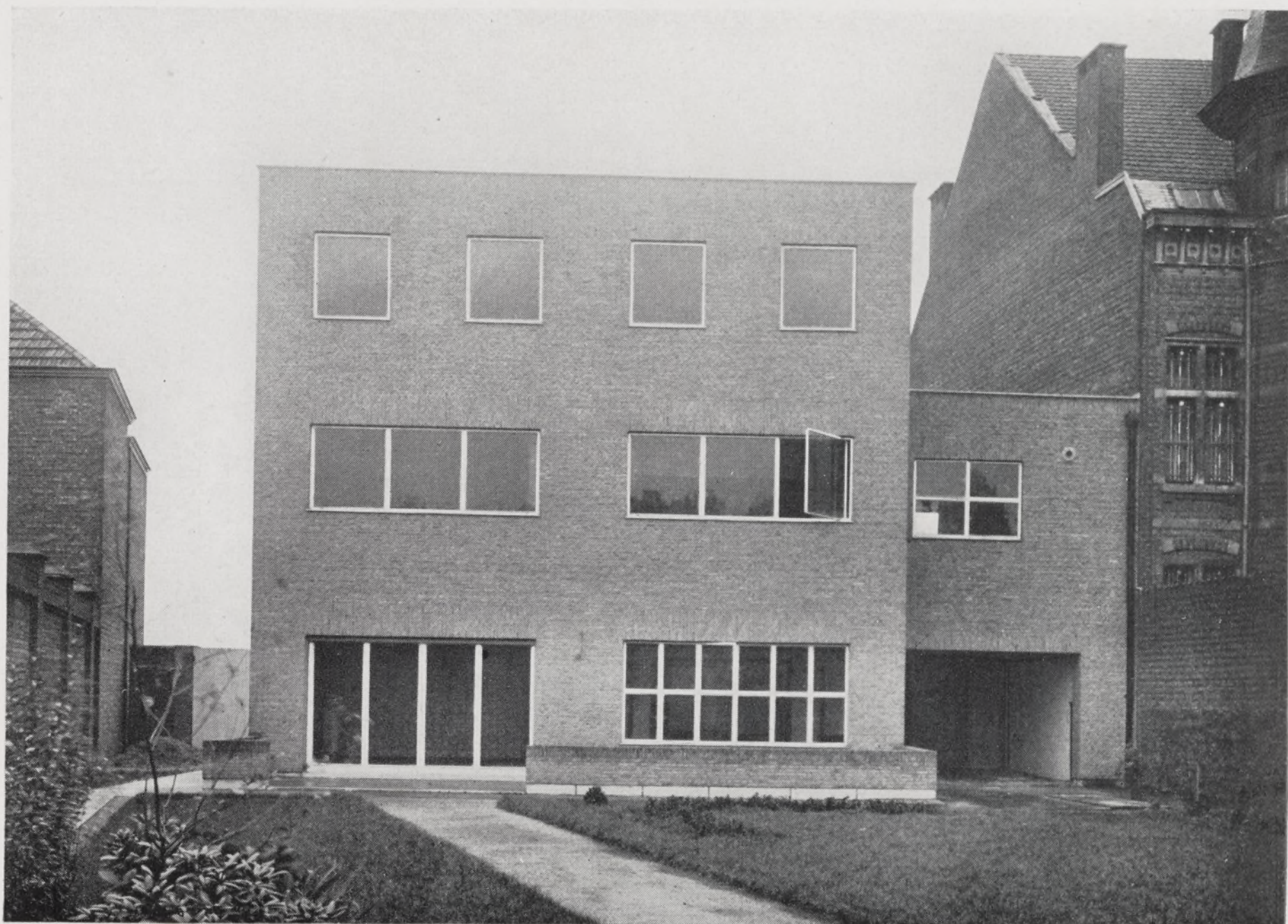
L'architecte Stynen, croyons-nous savoir, a plus d'un important travail en voie d'exécution; nous pouvons attendre de lui de nouvelles œuvres de grand intérêt pour la cause de l'architecture vivante.

IMMEUBLE D'HABITATION A BOOM (ANVERS) TROIS VUES PARTIELLES. ARCHITECTE : L. STYNEN (ANVERS)

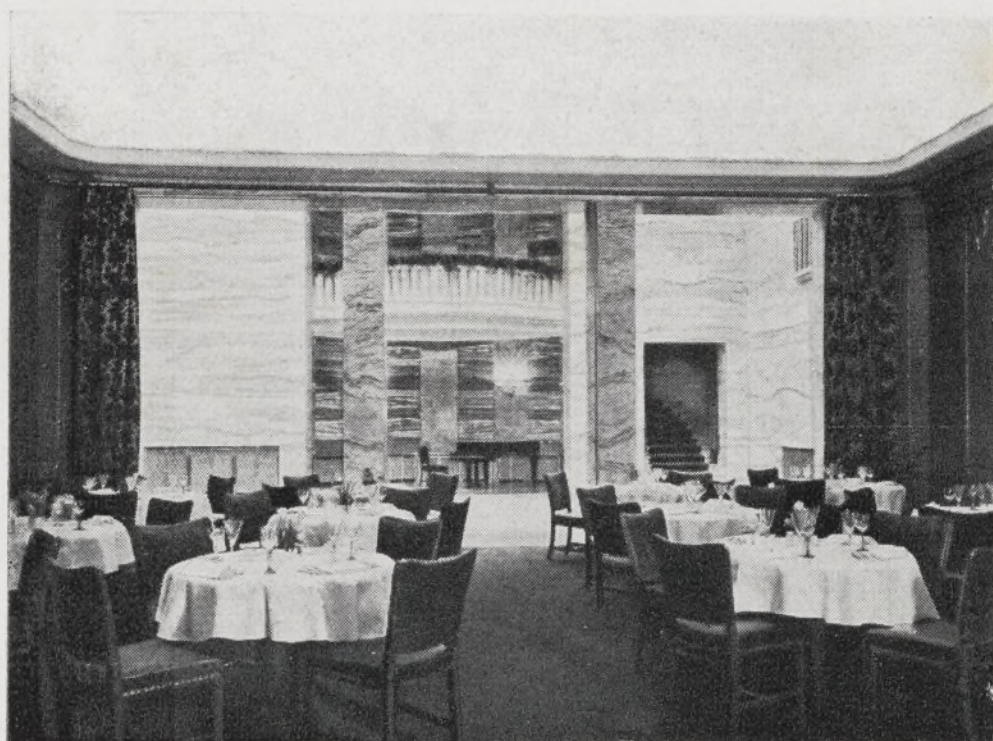
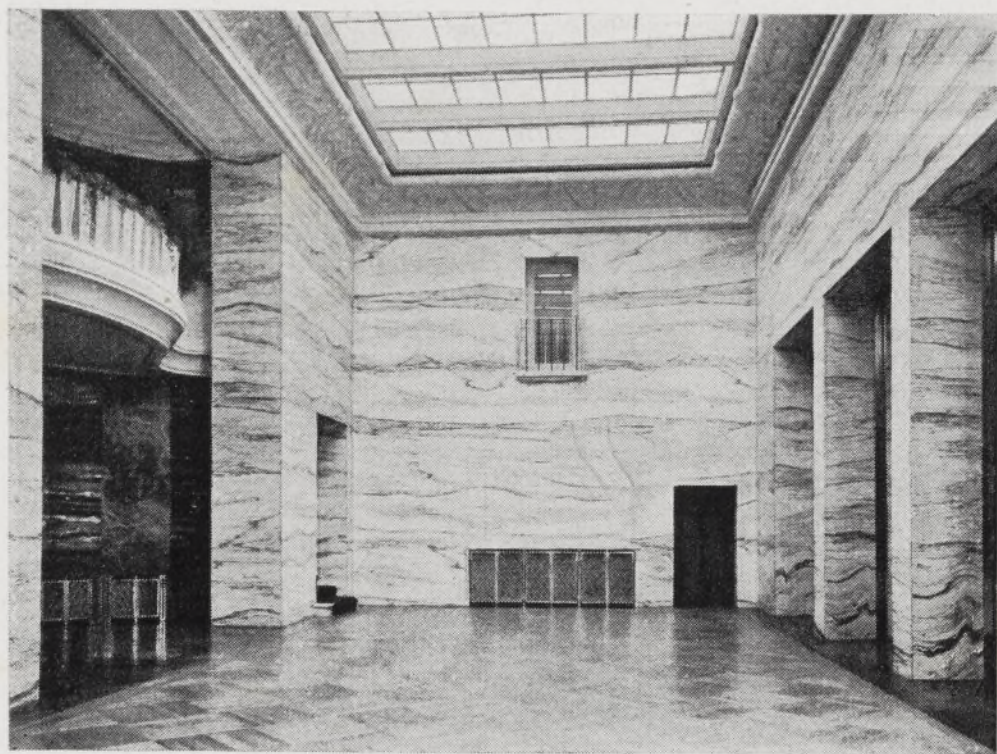




IMMEUBLE D'HABITATION A BOOM
(ANVERS). FAÇADE VERS LA RUE.
ARCHITECTE L. STYNEN (ANVERS).



IMMEUBLE D'HABITATION A BOOM
(ANVERS). FAÇADE VERS LE JARDIN.
ARCHITECTE L. STYNEN (ANVERS).



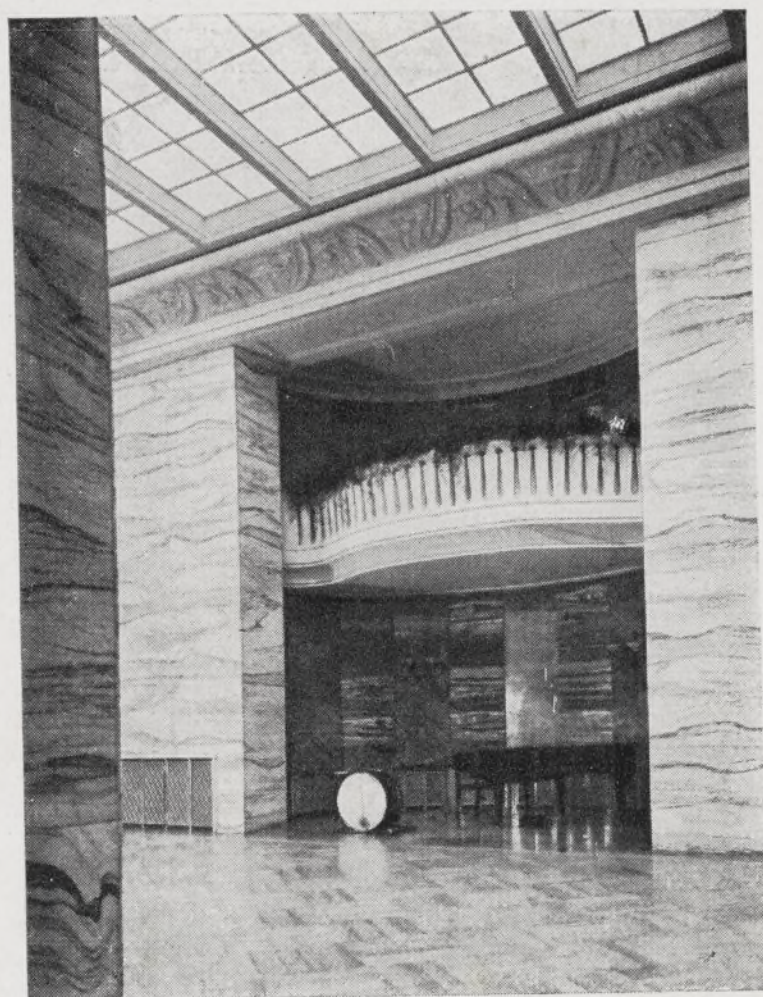
tea-room et le dancing du Kasten's Hôtel à Hannovre. Les revêtements sont de simples tranches polies en "pecora reccia", dont l'exécution a été confiée à la Marmorwerke Wandsbek A. G., la matière première provient des carrières de la Société Anonyme S. Henraux, à Querceta (Lucca), filiale italienne de la Sté Ame de Merbes-Sprimont.

DÉCORATION MARBRIÈRE D'HOTELS EN ALLEMAGNE

On sait que les Allemands manifestent de plus en plus la tendance au décor simple, car il permet, tout en limitant la dépense, de conserver à l'ensemble réalisé un effet de dignité calme, compatible avec les directives nouvelles de l'architecture contemporaine.

Et cet effet s'accroît encore par l'utilisation d'un matériau bien choisi, mis en œuvre avec soin; le marbre notamment, qui permet d'aviver et d'éclaircir les ensembles.

Nos trois photos montrent le



CELOTEX

INSULATING-LUMBER

CONTRE

**la chaleur
le froid
l'humidité
la condensation
le bruit**

POUR

**la correction
acoustique
la décoration**

BROCHURE N. 10 SUR DEMANDE A

COMMERCE & TECHNIQUE S. A.

BRUXELLES - 41, RUE DU TACITURNE. - TEL. 326.73

Texte de la lettre de protestation envoyée le 15 décembre dernier par la « Société belge des Urbanistes et Architectes Modernistes » au collège échevinal de Gand :

« Messieurs,

» Ayant eu connaissance des démarches entreprises auprès de vous par la Société Centrale d'Architecture de Belgique en ce qui concerne les honoraires attribués au lauréat du concours Palais du Sud à Gand, la S. B. U. A. M. se trouve dans l'obligation de vous faire savoir combien elle regrette la décision que vous avez cru devoir prendre.

» Au moment où les sociétés d'architecture s'appliquent par tous les moyens à relever le niveau de la profession et où le gouvernement se préoccupe de la protéger par la création du Diplôme d'Architecte il est navrant de constater que les autorités, sur la protection de qui nous devrions pouvoir compter, nous marchandent la rémunération d'une tâche ingrate et pleine de responsabilités dans l'accomplissement de laquelle nous devons, en tant qu'artiste aussi bien que constructeur, donner le meilleur de nous-même.

» Les 2,5 p.c. d'honoraires prévus au programme du concours ne sont pas même suffisants pour couvrir les frais de bureau d'un architecte sérieux.

» Le but poursuivi par la ville de Gand en instituant le concours en question est certainement la création d'un ensemble civique qui fasse honneur à la cité et contribue à sa prospérité.

» La réalisation d'un tel programme n'est possible que par un labeur assidu et concentré à l'abri des angoissantes préoccupations d'intérêt matériel. Il est impossible à un architecte de créer une œuvre saine et sincère s'il est harcelé par la préoccupation de limiter ses études par crainte d'y perdre de l'argent.

» Votre décision va donc à l'encontre du but poursuivi.

» Nous nous permettons encore d'attirer votre attention sérieuse sur le côté moral de la question et de vous dire combien il est décourageant de constater la mesquinerie avec laquelle on entend rémunérer les ser-

vices des architectes alors que le fait de consacrer leur existence à l'embellissement des villes et de travailler ainsi pour la collectivité, devrait leur valoir une considération particulière.

» Ce marchandage officiel enlève tout prestige à notre corporation et doit fatalement conduire ses membres à des préoccupations intéressées et à des pratiques regrettables d'une répercussion néfaste sur la qualité de leurs œuvres.

» Nous espérons donc encore, Messieurs les Bourgmestre et Echevins, que vous voudrez revenir sur votre décision, faute de quoi notre Société se verrait dans la regrettable obligation de conseiller à ses membres de ne pas participer au concours.

» Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos salutations les plus distinguées. »

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ BELGE DES URBANISTES ET ARCHITECTES MODERNISTES

TITRE I. — FONDATION, DENOMINATION, SIEGE SOCIAL, BUT, OBJET ET MOYENS D'ACTION DE LA SOCIÉTÉ

Article premier. — En 1919 les urbanistes et les architectes modernistes de Belgique ont fondé sous la dénomination de SOCIÉTÉ DES URBANISTES BELGES une association d'architectes-urbanistes, ingénieurs-urbanistes, architectes paysagistes urbanistes et d'architectes modernistes et publièrent un « Manifeste des Urbanistes » qui constituait la charte de l'Association.

L'assemblée générale extraordinaire de mai 1924 a pris la décision de réadapter plus exactement à sa composition la dénomination de la Société et d'élaborer des Statuts organiques, ainsi qu'un Règlement d'Ordre intérieur.

En vertu de cette décision la Société porte désormais la dénomination de **SOCIÉTÉ BELGE DES URBANISTES ET ARCHITECTES MODERNISTES**.

La constitution légale assumée par la Société est celle d'une Union professionnelle placée sous le régime de la Loi belge du 31 mars 1898 sur les Unions professionnelles.

Art. 2. — Le siège social demeure établi à Bruxelles. (Agglomération bruxelloise).

Art. 3. — La Société se donne pour mission de contribuer au progrès de l'Urbanisme, de l'Architecture et de tous les arts et techniques apparentés à l'architecture dans le sens le plus étendu de ce terme.

Art. 4. — La Société a pour objet :

1° de contribuer à la diffusion des conceptions esthétiques modernistes;

2° de procéder à l'étude de toutes les questions relatives aux intérêts moraux et matériels des personnes qui exercent spécifiquement la profession d'urbaniste ou celle d'architecte ou qui pratiquent les arts ou les techniques qui leur sont apparentés; de prendre la défense de ces intérêts et de rechercher les moyens d'aplanir, soit par la conciliation, soit par l'arbitrage, tout différend intéressant et portant sur les intérêts moraux et matériels;

3° de veiller, par l'adoption d'un code d'honneur, à ce que la profession soit loyalement exercée, à l'effet d'augmenter la considération publique à son égard en raison de l'honorabilité comme de la capacité de ceux qui l'exercent;

4° l'étude des problèmes importants qui se posent dans le domaine de l'urbanisme, de l'architecture et des arts et techniques apparentés et celle des cas intéressants qui viennent à se produire dans l'exercice de la profession; le prononcer, éventuellement, d'avis motivés et de requêtes aux Pouvoirs constitués, au public ou aux confrères et aux groupements professionnels intéressés ainsi que, le cas échéant, à la Presse.

TITRE II. — CONSTITUTION ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES MEMBRES

Art. 5. — La Société se compose de membres effectifs de membres affiliés, de membres aspirants, de membres associés, de membres correspondants, de membres d'honneur, de membres protecteurs; la qualification de membre fondateur est conservée

à titre honorifique aux personnalités qui ont fondé la Société.

Art. 6. — Peuvent seuls être admis en qualité de membre effectif les urbanistes et les architectes, belges ou étrangers autorisés à résider en Belgique, **spécifiquement modernistes**, qui ont atteint l'âge de 25 ans, et dont la compétence technique autant qu'esthétique aura été reconnue par une Commission d'enquête ad hoc.

Art. 7. — Peuvent être admis en qualité de membre affilié, les « ensembliers », les artisans d'art et les artistes, belges ou étrangers autorisés à résider en Belgique, **spécifiquement modernistes les uns et les autres**, qui ont atteint l'âge de 25 ans et qui estiment qu'il peut y avoir intérêt à associer dans un effort commun, et sous l'égide de l'architecture, tous les tenants des arts plastiques et des arts appliqués et industriels.

Des Sections (voir article 25) pourront être instituées à l'intention des membres de cette catégorie.

Art. 8. — Peuvent être admis en qualité de membre aspirant les candidats à l'exercice de la carrière d'urbaniste, d'architecte, d'ensemblier, ou à la pratique de tous les arts et métiers d'art apparentés indistinctement, s'ils ont atteint l'âge de 20 ans et font profession de foi moderniste.

Art. 9. — Peuvent être admis en qualité de membre associé quiconque pratique une profession présentant quelque intérêt pour l'urbanisme, l'architecture, les arts industriels et les Beaux-Arts.

Pourront être transférés dans cette catégorie de membres, ceux d'entre les membres effectifs et affiliés qui viendraient à abandonner l'exercice spécifique de leur profession respective.

Art. 10. — Peuvent être admis en qualité de membre correspondant les étrangers qui s'étant distingués dans l'ordre moderniste en telle ou telle des branches intéressant la Société.

Art. 11. — Peut être sollicité d'accepter la qualité de membre d'honneur de la Société quiconque aura rendu des services distingués à la Société ou à son objet. Les membres d'honneur au titre national sont assimilés aux membres effectifs ou affiliés selon le cas.

Le titre de Président d'Honneur peut être octroyé, le cas échéant, à d'éminentes personnalités nationales de la profession d'urbaniste ou d'architecte.

Art. 12. — Peuvent être admis en qualité de membre protecteur les personnes qui auront témoi-

gné de l'intérêt pour le but et l'activité de la Société et contribué financièrement à la prospérité de celle-ci.

Seront rangés sous cette rubrique les associations et organismes qui, comme tels, voudront s'affilier à la Société.

Art. 13. — La réunion en séance des membres de toute catégorie de la Société constitue l'assemblée générale de la S. B. U. A. M.

DU CONSEIL

Art. 14. — Le Conseil est composé de neuf membres choisis parmi les membres effectifs et affiliés. Les trois quarts au moins des membres du Conseil doivent être des urbanistes et des architectes qualifiés.

Le Conseil est investi de tous les droits, prérogatives et fonctions non expressément réservés à l'Assemblée générale.

Il exécute les décisions de l'Assemblée générale.

Le Conseil est élu par l'Assemblée générale des membres d'après les règles fixées ci-après et pour un laps de trois années consécutives.

Le Conseil est rééligible par tiers tous les ans.

Les candidatures doivent être proposées par le Conseil à l'assemblée générale ordinaire précédant la grande assemblée générale statutaire annuelle, ou bien, être présentées par écrit adressé au Président au moins dix jours pleins avant la grande assemblée générale statutaire et revêtu de la signature d'au moins le quart du nombre des membres effectifs pour les candidatures à la Présidence, à la Vice-Présidence et aux mandats de membres effectifs au Conseil, ou des membres effectifs et affiliés réunis pour les candidatures aux mandats de membres affiliés au Conseil sans que le nombre des signataires doive toutefois dépasser dix.

Les membres effectifs ont seuls le droit de vote pour la désignation des sept membres urbanistes et architectes au Conseil; les membres effectifs et affiliés ont le droit de vote pour l'attribution des deux mandats réservés aux membres affiliés.

Les membres affiliés élus au Conseil sont assimilés aux membres effectifs pendant la durée de leur mandat.

Les vacances éventuelles sont comblées à la première assemblée des membres sur proposition du Conseil en exercice.

Chaque année les membres effectifs choisissent le Président et le Vice-Président. Ceux-ci sont

rééligibles sans, toutefois, que leur mandat puisse s'exercer au-delà de trois années consécutives. Leur mandat est toujours révocable par l'assemblée générale.

La répartition des autres fonctions est laissée aux soins du Conseil.

Les membres du Conseil sont individuellement et solidairement responsables de l'administration des biens de la Société.

Le Conseil doit être préalablement autorisé par l'Assemblée des membres :

1° pour acquérir, vendre ou hypothéquer des biens immobiliers ou pour accepter la donation de biens mobiliers ou immobiliers faite à la Société sous réserve, ainsi que pour l'acquisition de biens mobiliers ou pour la vente ou la donation de biens mobiliers appartenant à la Société.

2° pour contracter des emprunts au nom de la Société; les modalités de ces emprunts éventuels doivent être portées à la connaissance de l'Assemblée.

3° pour intenter des procès.

En cas d'urgence le Conseil peut agir de son propre chef, sous réserve d'en donner connaissance à l'assemblée des membres dans le délai d'un mois et de demander au cours de cette assemblée l'autorisation requise.

DU BUREAU

Art. 15. — Le Bureau comprend le Président, le Vice-Président, deux secrétaires et le trésorier.

La Société est représentée dans tous les actes juridiques par le Président, le Vice-Président et le Trésorier.

Les attributions ordinaires du Bureau sont réglées par le R. O. I.

PROCEDURE D'ADMISSION DES MEMBRES

Art. 16. — Tout candidat à l'admission doit être présenté soit par deux membres effectifs ou affiliés, soit par le Conseil ou par le Bureau et il doit se soumettre à un ballottage qui aura lieu au cours de la première assemblée générale suivant l'expiration du délai d'examen des titres du candidat.

Les candidats adressent au Président une Demande d'Admission conçue dans les termes prescrits par le R. O. I. et dans laquelle ils feront profession de foi moderniste. Ils y joindront tous les renseignements utiles relativement à leurs études et à leur carrière. Ils devront mentionner leurs

œuvres exécutées les plus importantes, avec document à l'appui.

La Commission permanente d'Enquête sera saisie de la demande d'admission et des documents y annexés dans la huitaine suivant la date où cette demande sera parvenue au Bureau.

Si la Commission d'Enquête juge utile d'obtenir des renseignements verbaux ou écrits d'un membre de la Société, celui-ci est tenu de satisfaire à une demande de l'espèce.

Les documents produits seront aussitôt examinés par la Commission d'Enquête, laquelle, après s'être entourée de toutes les informations utiles, et, selon qu'elle en jugera opportun, s'être rendue devant les œuvres ou avoir visité l'atelier du candidat, fournira un rapport écrit au Bureau, dans le mois suivant la transmission de la demande par le Bureau.

La conclusion du rapport ne pourra être favorable à l'admission que si les pièces produites par le candidat témoignent de ses connaissances techniques. Si la Commission d'Enquête émet un avis favorable à l'admission du candidat cet avis sera communiqué par le Bureau à l'occasion de la plus proche convocation.

Les membres peuvent adresser d'éventuelles objections au Bureau dans la quinzaine suivant la date de la notification qui leur aura été faite.

Si aucune objection n'est formulée dans l'entretemps, la qualité de membre pourra dès lors être conférée au candidat par la plus prochaine assemblée des membres de la Société. L'admission d'un candidat peut faire l'objet d'une discussion en assemblée générale. Cette discussion doit être réclamée par un membre avant le ballottage.

La même personne ne peut être présentée qu'une seule fois au cours de la même année.

En cas d'opposition, et au plus tard dans la huitaine suivant l'Assemblée des membres au cours de laquelle une opposition se serait, le cas échéant, manifestée il est donné par le Bureau, à la Commission d'Enquête, connaissance des griefs formulés, avec mission pour elle de fournir un avis complémentaire à leur sujet dans la quinzaine à dater du jour où elle aura été chargée de cette mission par le Bureau.

Dans ce cas, si la Commission d'Enquête émet un avis défavorable à l'admission du candidat, cet avis et les motifs qui l'auront déterminé seront transmis au candidat, par le Bureau, dans la huitaine à dater du jour où la Commission aura rendu son

avis. Il est encore loisible alors au candidat d'en appeler à l'assemblée générale la plus prochaine, qui votera définitivement.

Si la Commission d'Enquête conclut à la non-admission d'un candidat et que le Conseil n'admet pas cet avis, il sera nommé à la prochaine assemblée des membres une Commission ad hoc de trois membres, qui délibérera de concert avec la Commission d'Enquête et décidera sans appel.

Une Commission de l'espèce peut encore être nommée si la Commission d'Enquête et le Conseil concluant à l'admission 10 membres au moins ayant droit de vote s'opposent à cette admission. Les membres du Bureau ne peuvent faire partie de la Commission ad hoc.

Les membres d'honneur sont nommés par l'assemblée générale sur la proposition du Conseil ou du Bureau ou sur présentation par au moins vingt membres ayant droit de vote.

Les noms des nouveaux membres sont publiés dans l'organe de la Société, au plus tard dans le deuxième numéro paraissant depuis leur admission définitive.

DISPOSITIONS GENERALES CONCERNANT LA QUALITE DE MEMBRE ET LES CONTRIBUTIONS

Art. 17. — L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre.

Les membres paient une cotisation annuelle dont le montant est fixé par l'Assemblée générale et renseigné dans le Règlement d'Ordre Intérieur.

Toute modification au montant des cotisations doit être approuvée par une assemblée générale.

Les membres admis après le premier juillet ne paient que la moitié de la cotisation annuelle.

Les contributions sont payables par anticipation sur présentation d'une quittance signée par le trésorier. La dernière quittance témoigne de la

La qualité de membre se prolonge d'année en année par tacite reconduction. Tout membre pour se retirer régulièrement de la Société doit notifier sa démission par lettre recommandée adressée au Président de la Société.

Pour que cette démission puisse être considérée comme acceptée pour l'exercice suivant elle doit parvenir au Président le 31 décembre de l'exercice en cours au plus tard.

La cotisation est exigible avant le premier avril. Celui qui ne l'aura pas acquittée avant cette date pourra être déclaré déchu de sa qualité de membre

par le Conseil, lequel portera cette déchéance à la connaissance des membres deux semaines après que deux avertissements par lettre recommandée à un mois d'intervalle seront demeurés sans résultat.

DISQUALIFICATION DE MEMBRES

Art. 18. — Celui qui ne remplirait plus les conditions requises pourrait être déclaré déchu de sa qualité de membre à la suite d'une procédure en tous points identique à celle prévue pour l'admission.

Si une réclamation signée par un ou plusieurs membres est introduite auprès du Bureau, celui-ci examine dans la huitaine. Si elle paraît fondée il la porte à la connaissance de l'intéressé et le prie de fournir des explications sur la réclamation introduite à sa charge. Si l'intéressé ne répond pas à une seconde invitation lui faite par lettre recommandée, ou si les explications fournies par lui ne sont pas satisfaisantes, ou encore si l'auteur de la réclamation après avoir pris connaissance par l'intermédiaire du Conseil des explications fournies par l'intéressé, déclare maintenir sa réclamation, le Conseil soumet la réclamation à la même procédure que prévue ci-dessus.

DES ASSEMBLÉES

Art 19. — Les membres de toutes catégories de la Société se réunissent en principe au moins une fois par mois en assemblée générale ordinaire entre le premier septembre et le 30 juin.

La convocation de chaque assemblée de la Société doit porter l'ordre du jour adopté par le Bureau pour cette réunion.

Si moins de 10 membres ayant droit au vote sont présents, le Président peut remettre ou supprimer la réunion.

La première assemblée du mois de février est dite la Grande Assemblée générale statutaire annuelle obligatoire.

Le Secrétariat donne lecture à cette Assemblée du Rapport annuel rédigé au nom du Conseil sur l'activité de la Société pendant l'exercice écoulé. Le Trésorier soumet à son tour à cette Assemblée, le Rapport annuel rédigé au nom du Conseil sur la gestion du trésorier et sur la situation financière de la Société.

Les comptes sont tenus à la disposition des membres, au siège de la Société, pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée.

Cette Assemblée procède ensuite au renouvellement partiel des membres du Conseil ainsi qu'à l'élection, le cas échéant, des membres des Commissions.

Des assemblées extraordinaires peuvent être convoquées par le Conseil ou par le Bureau ou à la demande de quinze membres effectifs ou affiliés au moins. Dans ce cas la demande doit être faite par écrit adressé au Président et indiquer le ou les points à l'ordre du jour.

Le Bureau est tenu de convoquer l'assemblée dans la quinzaine à dater du jour où il a été saisi de la demande et d'expédier la convocation au moins huit jours pleins avant la date qu'il aura fixée pour l'assemblée. Si le Bureau s'abstient de faire la convocation dans les délais prescrits les signataires de la demande peuvent se substituer à lui pour convoquer l'assemblée dans les mêmes conditions.

Sur demande spéciale d'un des membres le Conseil peut délivrer des introductions à des étrangers pour les Assemblées ordinaires.

PROPOSITIONS, VOTES ET ELECTIONS

Art. 20. — L'Assemblée ne délibère valablement que sur les objets portés à l'ordre du jour.

Toutes les propositions pour être recevables doivent être adressées au Bureau par écrit et signées par les membres qui en prennent l'initiative. Elles doivent être mises en délibération à la première assemblée suivant la date à laquelle ces propositions auront été portées à la connaissance du Bureau.

Les propositions dont l'examen ne peut souffrir de délai pourront toutefois être mises en délibération séance tenante si l'assemblée s'y montre disposée.

Art. 21. — Jouissent seuls du droit de vote, sans restriction, les membres effectifs ou assimilés (membres d'honneur au titre national. La durée de leur mandat est fixée à cinq années; ils sont renouvelables par 1/5 chaque année et sont rééligibles). Les membres affiliés ou assimilés (membres d'honneur au titre national) ainsi que les membres associés jouissent du droit de vote pour les questions qui concernent la catégorie de membres à laquelle ils appartiennent.

Les votes sont émis de vive voix, sauf sur les questions de personnes et dans tous les cas où le vote secret serait réclamé par un membre exerçant le droit de vote.

Sous réserve de ce qui est dit aux articles 21 et ci-après, les votes sont acquis à la majorité absolue. On entend par majorité absolue la moitié plus une des voix émises, les bulletins blancs et nuls étant décomptés. En cas de parité des voix, au vote secret, la proposition est soumise à ballottage et, le cas échéant, s'il s'agit de personnes, ajournée. Dans tous les autres cas la voix du Président est prépondérante.

Toutefois, lorsqu'il n'y aura qu'un seul candidat présenté, par mandat vacant, on ne procédera pas au vote et le candidat sera déclaré élu.

Art. 22. — Aux élections pour le Conseil et pour la Commission d'Enquête si le premier scrutin ne donne pas la majorité absolue à certains candidats présentés, il est procédé à un ballottage.

OBLIGATIONS

Art. 23. — Tous les membres de la Société s'engagent à respecter les prescriptions d'un CODE D'HONNEUR.

En cas de contravention aux dispositions du Code d'Honneur la Commission permanente d'Enquête est instituée en CONSEIL D'HONNEUR et saisie de l'affaire. Une information est ouverte, menée conformément à la procédure tracée à l'article 14 des présents Statuts et en fonction des Règles précisées dans le R. O. I. au sujet du Code d'Honneur.

Une proposition de peine disciplinaire doit être portée à la connaissance de tous les membres ayant droit de vote au moins huit jours pleins avant l'Assemblée qui en délibérera.

Art. 24. — Les membres effectifs et affiliés sollicités de siéger dans un Jury ou dans une Commission étrangers à la Société, mais dont l'activité se rapporte à l'urbanisme, à l'architecture ou à l'un des arts apparentés sont tenus, sous peine de radiation d'office, d'en donner connaissance au Bureau, lequel mettra tout en œuvre pour obtenir que la mission offerte soit entourée de toutes les garanties prévues dans les Règlements-types sur les Concours publics et sur les Commissions d'étude, consultatives, exécutives ou de contrôle qu'aura élaborés ou adoptés la S. B. U. A. M. Faute de l'obtenir, le Bureau pourra s'opposer à ce que la mission en cause soit assumée par le membre auquel elle aura été offerte.

Dans ce cas le Bureau devra se prononcer toutes affaires cessantes.

Si l'intéressé passe outre à l'avis du Bureau il sera rayé d'office du nombre des membres de la Société.

TITRE III. — DES COMMISSIONS, MISSIONS INDIVIDUELLES, SECTIONS, FILIALES, ETC. DES COMMISSIONS ET DES MISSIONS INDIVIDUELLES COMMISSION PERMANENTE D'ENQUETE ET CONSEIL D'HONNEUR

Art. 25. — La Commission d'Enquête se compose de cinq membres dont trois membres effectifs, à raison d'un urbaniste et de deux architectes, et deux membres affiliés. Les membres effectifs de la Commission ont seuls qualité pour émettre un avis favorable à l'admission de membres effectifs. Un d'entre eux doit être étranger au Conseil, ainsi, du reste, que l'un des deux membres affiliés.

Les attributions de la Commission sont réglées dans le détail par le Règlement d'Ordre Intérieur.

Les membres de la dite Commission seront élus suivant une procédure identique à celle prescrite pour l'élection des membres du Conseil.

La durée de leur mandat est fixée à cinq années; ils sont renouvelables par 1/5 chaque année et sont rééligibles.

Art. 26. — Des Commissions ou des Sections

Art. 31. — Des Commissions ou des Sections qui ne doivent pas nécessairement être composées exclusivement de membres effectifs et affiliés peuvent être constituées sur la proposition du Conseil ou du Bureau en vue de traiter certaines questions déterminées, de résoudre certains problèmes, ou de spécialiser une activité en certains domaines.

Les membres de ces Commissions sont nommés par l'assemblée générale sur propositions faites par le Conseil, et remplacés par moitiés tous les ans.

Le Président, le Vice-Président et un Secrétaire du Conseil assistent de droit toutes les Commissions et Sections dans toutes leurs activités.

Art. 27. — Des missions déterminées peuvent être confiées à certains membres par l'assemblée générale sur proposition du Conseil.

DES FILIALES

Art. 28. — Les membres de la Société peuvent en dehors de l'arrondissement de Bruxelles, se constituer en Filiales de Province ou d'Arrondissement. Ces Filiales autonomes pourront être, le cas échéant, soutenues financièrement par la Société.

Les droits et obligations de ces Filiales à l'égard de la Société sont fixées par le R. O. I.

Leur organisation ne peut être conçue en opposition avec les dispositions des Statuts de la Société.

TITRE IV. — DES PUBLICATIONS.

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ

Art. 29. — La Société peut, par décision prise en assemblée générale, publier ou adopter un ou plusieurs périodiques dont le service se fera à tous les membres indistinctement.

Les règles d'exécution et les contrats relatifs à la création ou à l'adoption d'un organe doivent être approuvés par l'assemblée générale des membres exerçant le droit de vote.

Le service du ou des périodiques de la Société est fait à tous les membres de celle-ci, indistinctement.

TITRE V. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES INTERPRÉTATION ET RÉVISION DES STATUTS

Art. 30. — S'il existe un doute sur l'interprétation de l'un des articles des Statuts cette question est tranchée à la première assemblée des membres.

Art. 31. — Il sera procédé tous les cinq ans à une révision des Statuts.

La rédaction du projet de modification aux Statuts doit être confiée à une Commission composée de cinq membres, parmi lesquels deux membres du Bureau, que celui-ci désigne, un membre effectif, un membre affilié et un membre associé que choisit, en dehors du Conseil, la Grande Assemblée générale statutaire annuelle de l'année qui précède le terme de révision des Statuts.

La Commission de révision des Statuts règle elle-même l'ordre et la méthode de ses travaux.

Le Bureau met à la disposition de cette Commission toutes les pièces relatives à la question.

Le projet de modification des Statuts doit être porté à la connaissance des membres quinze jours pleins au moins avant l'Assemblée qui devra connaître de ce projet.

Toute proposition de modification aux Statuts doit être introduite auprès du Bureau par des membres jouissant du droit de vote en la matière qui fait l'objet de la proposition, et au moins quinze jours pleins avant la Grande Assemblée Générale statutaire annuelle de l'année qui précède le terme de révision des Statuts.

Pour être prises en considération en dehors de ce moment, les propositions de l'espèce doivent

être appuyées de la signature d'au moins la moitié des membres jouissant du droit de vote en la matière qui fait l'objet de la proposition.

Les projets de propositions de modifications aux Statuts sont portés à la connaissance des membres quinze jours pleins au moins avant l'Assemblée à l'ordre du jour de laquelle seront inscrits ces projets ou propositions et qui sera spécialement convoquée dans le mois suivant la date de leur présentation au Bureau aux fins de connaître de ces projets ou propositions.

Les assemblées convoquées pour délibérer sur la modification des Statuts doivent compter au moins la moitié des membres effectifs et les modifications proposées doivent être adoptées par au moins les trois quarts du nombre des voix émises valablement.

DISPOSITION SPÉCIALE CONCERNANT LE PORT DU TITRE DE « MEMBRE S. B. U. A. M. »

Art. 32. — Les membres effectifs et affiliés ont seuls le droit et le devoir de faire état de leur titre de membre de la Société et d'en faire mention sur leurs papiers à firme, carte de visite, etc.

DISSOLUTION

Art. 33. — La Société doit comprendre au moins sept membres effectifs pour persister valablement.

Il ne peut être statué sur la dissolution de la Société qu'au cours d'une Assemblée générale spécialement convoquée à cet effet. La convocation doit être faite trente jours pleins au moins avant la date fixée pour l'Assemblée. Les quatre cinquièmes des membres effectifs doivent être présents et la dissolution n'est acquise que si elle est votée à la majorité des trois quarts des membres présents.

Cette assemblée détermine le mode de liquidation suivant lequel il sera procédé et règle la destination à donner aux biens de la Société.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 34. — Les présents Statuts entreront en vigueur le premier janvier de l'an mille neuf cent vingt-neuf.

La Société aura une durée de vingt ans à dater du dit premier janvier 1929 et pourra être prorogée, à l'expiration de ce terme, d'une période d'égale durée.

Ainsi fixé et approuvé en Assemblée générale des membres de la S. B. U. A. M., tenue, sous le régime organique en vigueur à ce jour.

EDITIONS "TEKHNE."

LA CITE. Première année. (Rare)	fr. 40.—
Deuxième année. (Rare)	30.—
3°, 4°, 5° et 6° années	20.—

Ces volumes peuvent être fournis reliés en pleine toile moyennant un supplément de 15 francs.

LA REVUE « TEKHNE » (série d'avant-guerre), collection complète de la 2° année (1912-1913). Beau volume de 516 pages, sur papier couché, illustré de 250 clichés	40.—
---	------

L'Art et la Société , par H.-P. Berlage, architecte à Amsterdam. Tirés à part de la Revue « Art et Technique » (septembre 1913-février 1914). Un volume luxueusement imprimé et illustré de 98 clichés	50.—
---	------

Le Cœur de la Ville de Bruxelles , par Charles Buls, avec traduction d'une conférence de C. Gürlitt sur la « Conservation du cœur d'anciennes villes ». Une brochure de 24 pages	4.—
---	-----

L'Abbaye de la Cambre , par G. des Marez	4.—
---	-----

Paul Hankar (1859-1901) , par Ch. Conrardy et Raym. Thibaut. Une brochure illustrée	4.—
--	-----

Constantin Meunier. L'historique de son monument au travail , par R. Thiry et G. Hendrickx. Une brochure illustrée	4.—
---	-----

L'Art des Jardins et le nouveau jardin pittoresque , par Louis van der Swaelmen, architecte-paysagiste	2.—
---	-----

L'habitation coloniale. Sa construction au Congo Belge , par Gast. Boghemans. Une brochure de 20 pages abondamment illustrée	4.—
---	-----

Matériaux de substitution dans la construction de maisons , par J. Seroen, architecte. Une brochure illustrée	4.—
--	-----

L'architecture hollandaise , par Luc Paul Haesaerts. Une brochure illustrée	4.—
--	-----

Il est accordé à tout nouvel abonné de « La Cité », à titre de prime, une réduction de 50 % sur tout achat de livres ne dépassant pas 50 francs.

PRIX DE L'ABONNEMENT à l'année en cours de la Revue « LA CITE » et de son supplément « TEKHNE » : Belgique, 35 francs. Etranger, 50 francs.

Pour s'abonner à « La Cité » ou obtenir des livres, il suffit de verser, dans n'importe quel bureau des postes, au crédit du compte chèques postaux n° 166,21 Revue « La Cité », la somme due et d'inscrire sur le bulletin de versement le titre du livre et les nom et adresse du souscripteur.

LA CITE & TEKHNÉ

**la plus importan
te revue belge
d'architecture -
d'urbanisme -
et d'art public**

LES ABONNEMENTS PRENNENT COURS A PARTIR DU PREMIER NUMÉRO
ILS DONNENT DROIT A UNE RISTOURNE DE 25 FRs SUR NOS ÉDITIONS

AU PROGRAMME DE CETTE ANNEE :

**ARTICLES ORIGINAUX ET ETUDES
ABONDAMMENT ILLUSTRÉES SUR**

**L'ACTIVITÉ ARCHITECTURALE EN
BELGIQUE ET A L'ÉTRANGER.**

LA TECHNIQUE URBAINE.

L'ESTHÉTIQUE DES EXPOSITIONS.

LES HABITATIONS A BON MARCHÉ.

LES GRANDS TRAVAUX D'ART PUBLIC.

LA PROTECTION DES SITES.

**LES PERFECTIONNEMENTS DE
LA TECHNIQUE CONSTRUCTIVE.**

**LES INFORMATIONS TOUCHANT LE
MONDE ARCHITECTURAL,
URBANISTIQUE, ETC.**

L'ABONNEMENT AUX 12 NUMÉROS Frs 35
A VERSER AU COMPTE CHÈQUES POSTAUX 166.21